

parler de nos discussions sur l'avenir politique du Canada. Les nouvelles étant ce qu'elles sont, je m'imagine que ce que vous avez entendu et lu portait en partie sur la question du séparatisme québécois, question soulevée par certains mouvements peu nombreux mais bruyants dans cette province. Je suis heureux d'avoir l'occasion d'en dire quelque chose du point de vue de l'ensemble du Canada.

Ce "débat sur le Canada" se poursuit, de façon intermittente, depuis près de deux siècles, soit depuis que les collectivités françaises et anglaises ont commencé de vivre et de se développer ensemble dans un même pays et, en même temps, ont cherché à préserver leur identité propre de langue et de culture. Depuis dix ans, le débat a pris une nouvelle dimension et un regain de vie. Le Québec a subi une remarquable transformation, non seulement par suite d'une grande expansion industrielle mais aussi grâce à une nouvelle perspective sociale à la fois progressiste et pleine d'assurance. Les Canadiens francophones, tout en restant soucieux de maintenir leur identité culturelle, sont aussi résolus à réaliser des progrès économiques, et à participer pleinement à la direction et au contrôle du développement canadien.

Ce débat canadien ne porte pas maintenant sur des solutions négatives, comme le séparatisme. Il se soucie plutôt des réformes positives qui s'imposent dans les domaines économiques et sociaux, ainsi que dans les domaines politiques et constitutionnels. Le séparatisme n'est l'objectif d'aucun des principaux partis politiques du Canada, voire même de ceux du Québec. D'une façon générale, la population, au Québec comme ailleurs au Canada, ne le souhaite nullement. L'objectif de nos principaux partis politiques et de la grande majorité des Canadiens est de faire de notre pays un pays prospère où chacun de nous, que sa langue soit l'anglais ou le français, et quelles que soient ses origines, puisse participer pleinement à notre développement économique et culturel. On continuera à discuter et à se quereller au sujet des moyens, et en particulier au sujet du rôle et du statut des provinces, mais les Canadiens, d'une façon générale, poursuivent le même objectif et c'est ce qui compte.

Le Gouvernement fédéral continue par sa politique à accorder un appui entier à l'économie du Québec, comme à l'économie des autres régions du Canada. Il est aussi résolu à faire en sorte que les institutions nationales du Canada, particulièrement le Gouvernement à Ottawa, soient des institutions où les Canadiens francophones aussi bien que les anglophones puissent travailler, parler et écrire dans leur propre langue. C'est aussi notre désir que les Canadiens francophones puissent vivre et faire instruire leurs enfants dans leur propre langue et cela partout où se trouvent des centres francophones importants dans tout notre pays.

La population au Québec, comme partout ailleurs au Canada, souhaite la stabilité politique et le développement économique. Je crois que les investisseurs peuvent à bon droit partager notre optimisme, parce qu'il s'appuie sur les réalités fondamentales, plutôt que sur des mots et des sentiments de nature passagère.